

Revente des biens donnés par les pouvoirs publics à des associations



© 2022 Les Echos Publishing

L'État et ses établissements publics ainsi que les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics peuvent consentir des dons de matériels informatiques aux associations de parents d'élèves, aux associations de soutien scolaire, aux associations reconnues d'utilité publique, aux associations de réutilisation et de réemploi agréées « entreprise solidaire d'utilité sociale », aux associations d'intérêt général dont l'objet statutaire est d'équiper, de former et d'accompagner des personnes en situation de précarité ainsi qu'aux associations d'étudiants.

En pratique : les associations peuvent consulter les offres de dons sur le site www.dons.encheres-domaine.gouv.fr.

La vente des biens donnés par les pouvoirs publics est interdite. Toutefois, les associations reconnues d'utilité publique ou les associations d'intérêt général dont l'objet statutaire est d'équiper, de former et d'accompagner des personnes en situation de précarité peuvent, par exception, vendre, à des personnes en situation de précarité ou à des associations œuvrant en faveur de ces personnes, les matériels informatiques qui leur sont donnés.

Le prix dit « solidaire » de cette vente ne doit pas dépasser

un montant qui vient d'être fixé par décret :

- 180 € pour les ordinateurs portables ;
- 170 € pour les appareils multifonctions (impression, scan, copie) ;
- 150 € pour les PC fixes avec écran, clavier et souris ;
- 100 € pour les tablettes ;
- 100 € pour les smartphones ;
- 30 € pour les écrans ;
- 30 € pour les imprimantes individuelles.

[Décret n° 2022-1413 du 7 novembre 2022, JO du 9](#)

© 2022 Les Echos Publishing